



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

16 février 2005

Volume 4, Numéro 2

LIGNE DE FOND 1

*Les discussions sur l'Accès aux marchés
progressent lentement, les Membres restent
optimistes* 1

*Des Membres clés conviennent d'accélérer le
rythme des négociations de l'OMC* 4

*Les Membres vont de l'avant dans les
négociations sur le Traitement Spécial et
Différencié* 5

NOUVELLES DE L'OMC 6

*Les candidats à la direction générale rencontrent
le Conseil général* 6

*Réunion entre les candidats à la direction
générale de l'OMC et la société civile, à la suite
de l'audition devant le Conseil général* 9

SUR LE FIL 11

*Forum social mondial 2005 : Le Rendez-vous des
altermondialistes se termine et confirme le choix
de l'Afrique pour 2007* 11

*Les Membres et la société civile réagissent aux
propositions de réforme de l'OMC* 13

EVÉNEMENTS 16

PUBLICATIONS 17

LIGNE DE FOND

Les discussions sur l'Accès aux marchés progressent lentement, les Membres restent optimistes

Les Membres de l'OMC n'ont toujours pas trouvé de terrain d'entente dans les discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. A la fin d'une semaine de réunions informelles, du 31 janvier au 4 février, les pays n'ont guère semblé plus près qu'auparavant d'arriver à un accord sur les questions majeures en discussion. Néanmoins, les Membres n'ont pas exprimé d'opposition, à la fermeture de la session, lorsque le président du Groupe des négociations de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, Stefan Johannesson de l'Islande, a annoncé que les futures négociations suivraient la structure des discussions sur l'agriculture, avec des réunions distinctes pour débattre de domaines de préoccupations spécifiques tels que la formule de réduction tarifaire ou les effets de l'érosion des préférences commerciales.

Clivage Nord-Sud sur le choix de la formule de réduction et les approches sectorielles

Les pays en développement et les pays développés sont toujours largement en désaccord sur l'approche à adopter en ce qui concerne la réduction et l'élimination des droits de douane. Les premiers continuent de faire pression en faveur de l'élaboration d'une formule large de réduction tarifaire ; les derniers, sous l'égide des Etats-Unis, souhaitent que ce processus ait lieu en parallèle avec une initiative 'sectorielle' qui réduirait fortement ou éliminerait les tarifs d'importation sur certains produits. Lors de la réunion, un certain

nombre de pays en développement ont déclaré que ces initiatives 'sectorielles' ne devraient être envisagées qu'après un accord sur une formule de réduction tarifaire. Un négociateur a effectivement déclaré que lors d'un certain nombre de réunions informelles en groupes restreints, les délégations ont semblé mieux comprendre l'idée de 'masse critique' proposée par certains partisans de l'approche sectorielle. Ceci verrait l'élimination des droits de douane sur un produit lorsqu'un pourcentage suffisamment élevé de pays faisant le commerce de ce produit convient de le faire. Les pays développés ont également soutenu que l'élimination des droits faibles - inférieurs, par exemple, à 3% - serait profitable, alors que selon de nombreux pays en développement, ces droits étaient importants.

Les Membres en désaccord sur les produits visés et sur le traitement spécial et différencié

Les Membres ont été en désaccord sur pratiquement toutes les autres questions débattues durant la 'semaine de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles', bien qu'essentiellement, ce désaccord n'ait pas suivi le même clivage Nord-Sud.

Les pays ont été en désaccord sur le point de savoir si tous les produits non visés dans l'Accord de l'OMC sur l'agriculture devaient être visés par toute règle issue des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, avec une certaine confusion sur le classement du poisson et des produits halieutiques. Ils ont également eu des divergences sur la consolidation des droits de douane - certains pays ont souligné que si le mandat de négociation de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles spécifiait que tous les produits pouvaient prétendre à être pris en considération, il ne disait pas que les tarifs devaient être consolidés pour tous les produits. La question est significative parce que le Paquet de juillet (WT/L/579) spécifie que les réductions tarifaires doivent partir des taux consolidés, c'est-à-dire les taux tarifaires que les Membres se sont engagés à ne pas dépasser, plutôt qu'à partir des taux qu'ils appliquent effectivement, souvent beaucoup plus faibles.

Les Membres se sont également opposés sur les voies et moyens d'incorporer dans les règles de réduction tarifaire des flexibilités en faveur des pays en développement. Un certain nombre de pays en développement ont soutenu qu'ils ne devraient pas être tenus de réduire les droits de douane autant que les pays développés ; certains appelant, pour ce faire, à des coefficients différenciés pour les pays riches et les pays pauvres dans la formule de réduction tarifaire finale. D'autres pays ont plaidé en faveur d'une période de mise en œuvre deux fois plus longue pour les pays en développement que pour les pays développés.

Le représentant américain au commerce extérieur, Robert Zoellick, avait déclaré préalablement aux récentes réunions que les Etats-Unis seraient disposés à envisager l'approche des coefficients différenciés et des périodes de transition plus longues - tant que les Membres acceptaient la libéralisation immédiate dans certains secteurs, ainsi qu'une formule dite 'suisse' pour les abaissements tarifaires. Les pays en développement sont généralement opposés à la formule suisse, qui exige que les droits élevés soient soumis à des abaissements plus forts, car ils ont tendance à avoir des droits plus élevés sur les biens industriels que les pays riches.

Plusieurs pays latino-américains, qui ont généralement consolidé la plupart, sinon la totalité, de leurs tarifs, ont demandé aux autres pays en développement d'en faire de même. Un certain nombre de pays en développement asiatiques et africains Membres ont souhaité que les droits de douane sur certains produits sensibles restent non consolidés et donc en dehors de la formule de réduction tarifaire ; ceci permettrait à ces pays d'imposer des droits élevés pour se protéger, s'ils le jugeaient nécessaire. Les pays ont discuté de l'impartialité de la suggestion de longue date qui vise à fixer le taux de base pour la réduction des droits non consolidés à deux fois le taux appliqué, bien qu'il n'y ait eu aucune conclusion sur cette question. Bien que le Paquet de Juillet ait spécifiquement prévu que certains droits restent non consolidés, plusieurs pays développés ont fait

valoir qu'accepter cela reviendrait à faire une concession qu'il faudrait payer ailleurs dans les négociations. Les Etats-Unis, la Norvège, la Suisse et la Nouvelle-Zélande en particulier ont déclaré qu'ils accepteraient soit d'envisager des coefficients différenciés aux fins de l'approche de la formule suisse, soit d'autoriser les pays à conserver les tarifs non consolidés, mais pas les deux.

Le Costa Rica a fait part de son opposition à des périodes de mise en œuvre longues, en faisant valoir qu'elles freineraient les ambitions des pays en développement qui souhaitent exporter des produits vers d'autres pays en développement. Le Costa Rica a cité des chiffres qui indiquent que 70% de tous les tarifs sont versés dans le cadre des échanges Sud-Sud. Bien qu'ils soient disposés à exiger peu des pays les plus pauvres, les pays développement souhaitent un accès aux marchés des grandes économies en développement. De plus, les Membres ont généralement semblé réserver un accueil tiède aux appels à un traitement spécial émanant des pays ayant récemment accédé, à la lumière des engagements de libéralisation substantiels que ces pays ont pris dans le cadre de leurs accords d'accession.

Les pays ACP doivent faire des propositions sur l'érosion des préférences

Les pays en développement, entre eux, ont été encore plus divisés sur la question des préférences commerciales. Alors que les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), pour la plupart tributaires de l'accès aux marchés non réciproque, soutenaient que les préférences étaient inestimables, certains pays latino-américains ont rétorqué qu'elles étaient discriminatoires. Les pays ACP ont promis de présenter, à temps pour la prochaine réunion, des contributions sur les voies et moyens de concilier les préférences avec l'érosion effective de l'accès spécial aux marchés qui résulterait des réductions générales des droits de douane.

Les Etats-Unis ont présenté une proposition (TN/MA/W/18/Add.6), appelant à la réduction ou à l'élimination des obstacles non tarifaires pour le commerce des automobiles et des pièces d'automobiles, notamment les restrictions en

matière de participation étrangère qui " limitent ou causent des distorsions aux investissements dans la production automobile. " Une autre communication américaine, préparée conjointement avec la Nouvelle-Zélande (TN/MA/W/48) soutenait que les réglementations en matière de bâtiment pourraient constituer des obstacles non tarifaires au commerce des produits ligneux, et a suggéré que les discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles pourraient établir des paramètres pour la modification des codes du bâtiment. Toutefois, les Membres ne se sont pas mis d'accord sur la manière de traiter des obstacles non tarifaires - certains estimant qu'ils devaient être examinés par d'autres instances de l'OMC, tel que le Groupe de négociation sur la facilitation des échanges.

Les Membres positifs à propos des discussions futures

En dépit de toutes les divergences, les Membres ont fait part de leur impression que les négociations " avancent vers une nouvelle phase " avec un " sentiment d'urgence " motivé par le souhait d'arriver à une " première approximation " des modalités pour les négociations d'ici août 2005, comme cela avait été décidé au cours de la récente réunion mini-ministérielle à Davos. Selon un délégué, les Membres avaient fait preuve d'une meilleure perception des questions clés, en ajoutant " nous devons intensifier les discussions entre nous ... [et aussi] tirer profit des réunions aux niveaux des hauts responsables et des ministres. "

Des responsables des pays clés de l'OMC se réuniront du 2 au 4 mars, au Kenya. La prochaine réunion du Groupe de négociation de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles est prévue du 14 au 18 mars.

Des Membres clés conviennent d'accélérer le rythme des négociations de l'OMC

Les ministres du commerce de pays influents Membres de l'OMC ont convenu, lors d'une 'mini-ministérielle' du 29 janvier, de se concentrer sur cinq domaines de négociation clés, afin de réaliser des " progrès concrets " dans les discussions en cours sur la libéralisation des échanges, avant la Conférence ministérielle de Hongkong, fixée en décembre de cette année. Toutefois, les Membres ont semblé diverger sur le point de savoir ce qui était exactement nécessaire pour réaliser ces progrès.

Des responsables de l'OMC ont déclaré que l'objectif de cette réunion informelle d'un après-midi - tenue en marge du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, et à laquelle ont assisté près de 25 Membres, dont les Etats-Unis, l'UE, l'Inde, le Brésil, le Canada et l'Australie - n'était pas de prendre des décisions spécifiques, mais plutôt de montrer que les Membres avaient la volonté politique de mener le Cycle à sa conclusion.

Les discussions actuelles ont progressé par à-coups depuis leur relance, à la suite de l'échec de la Conférence ministérielle de Cancun en septembre 2003, par l'accord-cadre de juillet. Juste avant la réunion du 29 janvier, le directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, avait fait part de sa préoccupation concernant le fait que les Membres n'avaient pas réalisé suffisamment de progrès, n'ayant pas été en mesure de convenir d'une formule de réduction des droits de douane et des subventions. Selon le directeur général, quels que soient les travaux effectués jusqu'ici, ils n'étaient pas " suffisants pour garantir que Hongkong sera l'avant-dernière étape en vue de l'achèvement du cycle en 2006. "

La mini-ministérielle convient de se concentrer sur 5 domaines

Selon une déclaration sur la réunion, émanant de Joseph Deiss, ministre suisse des Affaires

économiques, qui accueillait la rencontre, les pays présents ont convenu de porter une attention particulière aux éléments suivants : les modalités pour l'agriculture ; une formule de réduction tarifaire pour les produits industriels ; les offres d'ouverture des marchés dans les discussions sur le commerce des services : les progrès dans la facilitation des échanges et le renforcement des règles de l'OMC (telles que les disciplines antidumping) ; et un " reflet adéquat de la dimension développement " des négociations. Les ministres ont également convenu qu'il fallait une implication ministérielle plus grande tout au long de l'année ; et aussi que les discussions devaient " passer de la phase de clarification à des négociations réelles " sur toutes les questions.

Les Membres ont convenu que les négociateurs basés à Genève devraient développer des projets de textes d'ici les vacances d'été à l'OMC, en août 2005. Selon Deiss, les négociateurs auraient alors " réduit les divergences ", en ne laissant que quelques " questions politiques majeures " à traiter lors de la Conférence ministérielle de décembre.

Les Membres en désaccord sur ce qu'il y a lieu de faire pour réaliser des progrès

Bien que les Ministres présents à Davos aient généralement convenu qu'il était possible d'accélérer le rythme des négociations, leurs déclarations avant et après la réunion ont suggéré qu'ils avaient des points de vue très divergents sur ce qu'il y avait lieu de faire pour faire avancer les discussions.

Le commissaire européen du commerce, Peter Mandelson, a souligné le fait que l'UE avait accepté d'éliminer les subventions à l'exportation, en soutenant que ceci constituait une concession majeure qui mettait la balle carrément dans le camp des grands pays en développement. Il a appelé des pays tels que l'Inde et la Chine à abaisser leurs droits de douane sur les produits industriels et à offrir un accès aux marchés spécial aux pays les moins avancés (PMA), en déclarant " nous avons besoin ... de voir davantage de gens mettre des choses dans le Cycle, et pas simplement en retirer. "

Le ministre du Commerce de l'Inde, Kamal Nath, a rejeté l'évaluation de Mandelson, en soutenant que la promesse de mettre un terme aux subventions à l'exportation sur les produits agricoles était simplement un aspect de " la réduction du caractère artificiel " des prix des produits agricoles. Il a déclaré que l'Inde aurait besoin d'une proposition de formule de réduction tarifaire sur les produits industriels avant de négocier la libéralisation secteur par secteur. Il a en outre averti que toute tentative par des Membres tels que l'UE de créer une catégorie de 'pays en développement avancés' pourrait " retarder le processus de décision de Hongkong. "

Nath a poursuivi en mettant l'accent sur le fait que les négociations sur les services méritaient autant d'attention que celles relatives à l'agriculture et aux biens industriels. En raison de son secteur de la technologie de l'information en plein essor et du grand nombre de travailleurs professionnels formés, l'Inde a davantage de chances de tirer profit de la libéralisation des échanges, en particulier à travers les permis de travail temporaires accordés à ses travailleurs par les pays riches, et l'amélioration de l'accès aux marchés des produits agricoles des pays développés. De nombreux Membres sont déçus de l'ampleur des offres d'ouverture des marchés à ce jour.

Quant aux PMA, ils sont préoccupés par le fait que la réduction des droits de douane et les subventions agricoles rendront insignifiant leur accès préférentiel aux marchés des pays riches.

Réunions à venir : mini-ministérielle et autres rencontres planifiées

En dépit de ces divergences, les Membres ont convenu que la mini-ministérielle avait été un succès. Celso Amorim, ministre des Affaires étrangères brésilien et coordinateur du bloc du G-20 des grands pays en développement, s'est exprimé de manière positive sur la réunion, de même que Supachai.

Plusieurs mini-ministérielles se tiendront cette année pour débattre des domaines de préoccupation retenus à Davos. Le Kenya en

abritera une du 2 au 4 mars. Une autre se tiendra durant le sommet ministériel de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), les 3 et 4 mai, à Paris. La Chine et la Corée ont offert de tenir des mini-ministérielles durant le second semestre de l'année.

Les pays du G-20, qui se réunissaient séparément, à Davos, préalablement à la mini-ministérielle, se rencontreront à New Dehli, le 18 mars, pour esquisser une stratégie commune pour les discussions commerciales de cette année.

Les Membres vont de l'avant dans les négociations sur le Traitement Spécial et Différencié

A la réunion du Comité du Commerce et du Développement (CCD -session spéciale) du 8 février dernier, les Membres ont décidé d'aller de l'avant dans les négociations sur les propositions d'accords spécifiques sur le Traitement Spécial et Différencié (TSD), en gardant comme " point de référence " la récente proposition du Président Faizel Ismail.

La méthodologie présentée par le Président Ismail lors des sessions spéciales du CCD de novembre et décembre 2004 et basée sur une approche situationnelle de la flexibilité cherche à permettre aux pays en développement de pouvoir mettre à profit, en les améliorant, les flexibilités contenues dans les règles de l'OMC. Cela devrait les aider à mieux faire face aux défis du développement en restant en phase avec les principes de base du système commercial.

Les négociations sur le traitement spécial et différencié conduites conformément au mandat de Doha visant à rendre les règles de TSD plus précises, plus efficaces et plus opérationnelles, n'ont pas réellement progressé. Une ligne de fracture s'est opérée entre deux groupes : Le premier qui voudrait traiter des 88 propositions d'accords spécifiques pour le renforcement du TSD qui est menée par le Groupe Africain et quelques

pays en voie de développement ; le second qui voudrait traiter des questions transversales, y compris les principes, les orientations et les objectifs du TSD.

L'approche du Président Ismail tente de trouver un compromis entre ces deux positions en proposant de traiter les deux séries de questions simultanément. La méthodologie préconisée appelle les négociateurs à aborder les propositions sur les accords spécifiques en les articulant avec leur motivation profonde et les questions de principe fondamentales. Pour ce faire, il esquisse quatre éléments d'une approche conceptuelle que sont : l'accès effectif aux marchés, l'amélioration de la flexibilité des règles de l'OMC, l'homogénéité avec un système multilatéral basé sur des règles, et l'amélioration des programmes de renforcement des capacités.

Plusieurs grands pays en voie de développement ont exprimé des inquiétudes sur le fait que la nouvelle approche introduirait une différenciation entre les pays en voie de développement ; alors que quelques pays africains ont réitéré le besoin de se focaliser sur les propositions d'accords spécifiques. Les membres ont décidé de considérer cette approche comme " le point de référence " pour les négociations actuelles sur les propositions d'accord spécifiques.

Priorité aux propositions des PMA

En se basant sur le consensus d'aller de l'avant vers des négociations concrètes sur les propositions d'accords spécifiques, les Membres ont remis sur la table les 88 propositions. Suivant la demande du Groupe des PMA, les Membres ont consenti à traiter en priorité les propositions d'accords spécifiques mis en avant par les PMA.

Cependant, une décision n'a pas pu être trouvée sur la question de rouvrir ou non les 28 recommandations sur les propositions de TSD qui avaient trouvé un début de consensus lors de la conférence ministérielle de Cancun en septembre 2003. Le Groupe Africain a appelé à leur renégociation.

Mettre en marche la méthodologie du Professeur Ismail

Reste à savoir comment, dans la pratique, l'approche du Président Ismail sera utilisée pour traiter les propositions restantes. Le Président a annoncé qu'il ferait circuler un document détaillant la démarche potentielle pour les prochaines négociations. Il est possible qu'il procède au regroupement des propositions d'accords spécifiques en ensembles thématiques basés sur les quatre éléments esquissés dans son approche, et probablement, à la création de groupes de travail pour chacun d'entre eux. Alors que les propositions liées aux problèmes de domaines particuliers (comme les mesures sanitaires et phytosanitaires) seront négociés dans les comités pertinents, il n'a pas encore été décidé si les propositions restantes seront traitées simultanément.

Une approche alternative, soutenue par Malaisie, serait de donner la priorité aux propositions sur lesquelles un accord serait en vue plutôt que celles sur lesquelles les délégués ont du mal à trouver à arriver à un consensus.

NOUVELLES DE L'OMC

Les candidats à la direction générale rencontrent le Conseil général

La course en vue du remplacement de Supachai Panitchpakdi en tant que directeur général de l'OMC a officiellement commencé le 26 janvier, les quatre postulants s'étant présentés à une réunion informelle du Conseil général de l'OMC pour défendre leurs candidatures respectives. L'ancien ambassadeur uruguayen à l'OMC, Carlos Perez del Castillo ; le ministre mauricien des Affaires étrangères et du Commerce, Jaya Krishna Cuttaree ; l'ambassadeur du Brésil à l'OMC, Luiz Felipe de Seixas Correa ; et l'ancien commissaire européen au commerce, Pascal Lamy de la France, ont chacun fait au Conseil général une présentation de 15 minutes, suivie d'une heure de questions

réponses avec les délégations Membres et une conférence de presse de trente minutes.

Contrastant fortement avec le refrain couramment entendu selon lequel " l'OMC n'est pas une organisation de développement ", la nécessité de mettre le commerce plus au service du développement a été le thème primordial dans le discours d'introduction de tous les candidats. Tous ont déclaré que leur plus haute priorité en tant que directeur général serait une conclusion rapide et fructueuse du Cycle de Doha actuel des négociations commerciales.

Perez del Castillo : Met en exergue sa capacité à susciter le consensus et son expérience en tant qu président du Conseil général

Perez del Castillo s'est présenté comme le " candidat de consensus dont l'OMC a besoin ", en mettant en exergue son engagement dans le Cycle de Doha dès le début, et son expérience en tant que président du Conseil général dans l'aide qu'il avait apportée aux Membres dans " la recherche d'un terrain d'entente ".

Il a mis l'accent sur la nécessité d'ouvrir l'OMC à davantage de Membres et de garantir que le système commercial multilatéral offre à tous ses membres " des opportunités concrètes pour le commerce et le développement ", en déclarant qu'une des responsabilités les plus importantes de l'Organisation était de " donner un sens concret à la dimension développement, au-delà du traitement spécial et différencié. " Perez del Castillo a également mis l'accent sur le fait que l'OMC devait " faire face à la fragmentation croissante du ... Système commercial multilatéral " découlant des accords commerciaux préférentiels qui sont en train de compromettre le principe fondamental de non discrimination de l'OMC.

L'ancien ambassadeur de l'Uruguay à l'OMC a déclaré que sa première priorité en tant que directeur général serait de terminer le Cycle de Doha d'ici 2006, de manière à ce qu'il " mérite d'être appelé 'le cycle du développement' ". D'autres priorités seraient de promouvoir une cohérence accrue avec d'autres organisations

internationales, notamment une action conjointe avec la Banque mondiale et le FMI.

Cuttaree : 'La bonne combinaison'

Le ministre mauricien des Affaires étrangères et du Commerce - dont la candidature a déjà l'aval du groupe des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) qui représentent 79 des 148 Membres de l'OMC - a insisté sur le fait que si les négociations de l'OMC omettaient de prendre en compte les intérêts de tous les Membres, leur légitimité même serait compromise. Il s'est décrit comme un bâtisseur de ponts entre les pays riches et les pays pauvres, dont la priorité majeure en tant que directeur général serait d'achever de manière fructueuse le Cycle de Doha.

Cuttaree a déclaré que les avantages de la libéralisation des échanges n'avaient pas été répartis de manière égale et que les préoccupations en matière de développement devaient être " dûment ancrées dans le système dans son ensemble. " Il a également parlé de la nécessité d'aplanir les divergences sur les questions majeures, en raison de la diversité d'intérêts dans le système commercial multilatéral et a mis l'accent sur le fait que le processus de prise de décision à l'OMC devait être rendu plus transparent et plus inclusif. Cuttaree a défendu les accords commerciaux régionaux, en soutenant que " l'intégration régionale effective était un tremplin vers le système commercial multilatéral. " et a ajouté que l'objectif de l'élaboration de politiques au niveau global devrait être de garantir la " bonne combinaison entre la mise en place d'un cadre multilatéral de règles pour le libre-échange d'une part, et la fourniture d'aide aux pays pour leur intégration dans le système commercial multilatéral, de l'autre. "

Seixas Correa : " Intégrer la dimension développement "

Selon l'ambassadeur brésilien, la conclusion fructueuse du Cycle de Doha nécessiterait des Membres qu'ils " intègrent la dimension développement dans l'OMC au profit de tous les pays en développement ", avec des dispositions

spécifiques pour aider les PMA et les économies vulnérables " à améliorer leurs structures de développement nationales. " Seixas Correa a déclaré que le prochain directeur général devait veiller particulièrement, dans son travail en tant que président du Comité des négociations commerciales, à garantir la participation de toutes les délégations aux négociations et aux travaux techniques. Il a également mis l'accent sur le fait que l'OMC devait rester une organisation tirée par les Membres, orientée vers le consensus, contrairement à la Banque mondiale et au FMI.

Selon Seixas Correa, le système commercial multilatéral devait également fournir " une structure normative générale, capable d'harmoniser de manière effective le nombre croissant d'accords commerciaux ... conclus à travers le monde ", pour garder sa prééminence.

Lamy : " Rééquilibrer le système commercial international en faveur des pays en développement "

Lamy également a réitéré le fait que le système commercial multilatéral devait conserver sa primauté dans le commerce international. Il a rappelé au Conseil général qu'il était, lui-même, " un des auteurs " de 'l'Agenda du développement de Doha' et a déclaré : " Notre priorité numéro un, notre priorité numéro deux, et notre priorité numéro trois " sont de mener le Cycle de Doha à bien. Il a noté que si la libéralisation en soi et à elle seule, ne suffisait pas pour promouvoir le développement, elle en était une 'condition nécessaire', si elle était accompagnée d'un système fondé sur les règles et de politiques appropriées au niveau national - un point de vue qu'il a appelé le 'consensus de Genève'. Il a mis l'accent sur la nécessité de 'rééquilibrer' le système commercial multilatéral en faveur des pays pauvres.

Selon Lamy, l'OMC devait améliorer sa cohérence avec les Institutions de Bretton Woods et aussi, " mieux intégrer ses travaux dans le paysage des acteurs, des Etats et des organisations de gouvernance internationales qui œuvrent pour le développement. "

Comme Seixas Correa, le Français a convenu que l'OMC devait rester une organisation tirée par les Membres et fondée sur le consensus, et a déclaré que des réformes institutionnelles majeures n'étaient pas nécessaires, bien qu'il ait, dans le passé, traité l'Organisation de 'médiévale'. Dans un autre commentaire par lequel il vise peut-être à prendre ses distances par rapport à son bilan antérieur controversé concernant l'OMC, Lamy a déclaré que durant sa carrière, il avait toujours " respecté son environnement réglementaire ".

Le président du Conseil général consultera les Membres afin d'arriver à un consensus

Une réunion du Conseil général été fixée aux 26-27 mai afin d'agréer formellement la nomination du successeur de Supachai. Selon les règles du processus de sélection du directeur général (WT/L/509), durant les mois qui précèdent cette date, le nouveau président du Conseil général - probablement l'ambassadeur kenyan à l'OMC, Amina Mohamed - mènera des consultations répétées avec toutes les délégations Membres, dans le but ultime d'identifier un candidat sur lequel les membres peuvent se mettre d'accord par consensus. Le candidat qui suscite le moins d'adhésion après chaque série de consultations est tenu de se retirer.

Le scénario catastrophe pour de nombreux diplomates à l'OMC est une répétition de la course, qui avait suscité beaucoup de rancœur, en vue de la nomination du directeur général, en 1999. L'incapacité des Membres à arriver à un consensus sur un seul candidat avait paralysé les travaux de l'OMC pendant des mois et contribué à l'échec de la Conférence ministérielle de Seattle, une année plus tard. La course à la direction générale de l'OMC, cette année, peut créer également créer des divisions. Seixas Correa a dit au Conseil général de manière explicite qu'il pensait que le prochain directeur général de l'OMC devait venir d'un pays en développement, du fait que des nationaux des pays développés sont déjà en charge de la Banque mondiale et du FMI et que le cycle actuel est supposé être un 'cycle du développement'. Cuttaree a manifesté des sentiments similaires durant une conférence de presse à la suite de la réunion. Ce

point de vue est, dit-on, partagé par de nombreux pays en développement.

Les rumeurs foisonnent

Des sources dans les milieux du commerce indiquent que Lamy et Perez del Castillo sont, pour le moment, les favoris de la course, mais avertissent que ceci pourrait changer de manière spectaculaire après l'élimination d'un candidat. Le quotidien de Johannesburg Business Day a suggéré qu'un blocage entre les Membres pouvait ouvrir la voie à l'émergence d'un 'chevalier blanc', en notant que le Financial Times avait récemment désigné Alec Erwin, ministre sud-africain des entreprises publiques, comme le meilleur homme pour le poste.

Le mandat de 4 ans du successeur de Supachai débutera le 1er septembre.

Réunion entre les candidats à la direction générale de l'OMC et la société civile, à la suite de l'audition devant le Conseil général

Lors d'une réunion qui a marqué une nouvelle étape dans les relations entre la société civile et l'OMC, les candidats au poste de directeur général de l'OMC ont participé à une audience publique, à Genève, le 26 janvier, pour répondre aux questions qui leur avaient été envoyées de toutes les parties du monde concernant leur vision du commerce international. Trois des quatre candidats pour le poste - l'ancien commissaire européen au commerce, Pascal Lamy de la France, le ministre mauricien des Affaires étrangères et du Commerce, Jaya Krishna Cuttaree, et l'ambassadeur du Brésil à l'OMC, Luiz Felipe de Seixas Correa - ont assisté à la réunion organisée par IATP (Institute for Agriculture and Trade Policy), Oxfam International et 3 D - Commerce - Droits humains - Economie équitable. Le quatrième candidat, l'ancien ambassadeur de l'Uruguay à l'OMC, Carlos Perez del Castillo, n'avait pas été en mesure d'assister à la réunion.

Les organisateurs avaient lancé un appel à questions pour les candidats au poste de directeur général et avaient regroupé les réponses en cinq questions qu'ils ont posées aux candidats lors de la réunion, qualifiée par Lamy de 'concours de beauté'. Les questions portaient sur les qualifications personnelles des candidats et sur leur attachement à rehausser la transparence des processus de l'OMC ainsi que sur l'obligation de rendre compte ; la cohérence entre l'OMC et les préoccupations relatives aux droits humains, à l'environnement et aux normes du travail ; le rôle du directeur général dans les négociations commerciales ; le contrôle de l'agenda de l'OMC par les entreprises ; et le mandat de l'OMC en matière de libéralisation agricole. La réunion a été retransmise en direct via Internet.

Les candidats : Pouvoir du directeur général restreint

Tous les trois candidats ont mis l'accent sur le fait que l'OMC était une organisation tirée par les Membres, comptable devant les gouvernements de ses Etats Membres. Ils ont affirmé que la capacité du directeur général à influencer sur les problèmes soulevés dans les questions était limitée, car le directeur général ne pouvait agir que dans le cadre du mandat convenu par les Etats Membres de l'OMC. Les Membres eux-mêmes sont limités, ont-ils noté, par la nécessité d'arriver à un consensus.

Transparence, obligation de rendre compte et légitimité

Etablissant une distinction entre l'obligation de rendre compte et la transparence, Lamy a déclaré que, bien que le directeur général ne soit comptable que devant les gouvernements Membres de l'OMC (qui, en retour, sont supposés être comptables devant leurs citoyens), la transparence à l'égard de la société civile a été et continuera d'être, une priorité pour lui. Il a noté que la transparence de l'OMC vis-à-vis de la société civile s'était accrue depuis Seattle.

Cuttaree a déclaré qu'il y avait une perception générale que l'OMC dans l'ensemble n'était pas transparente et a appelé à davantage de

transparence tant dans l'élaboration des politiques nationales que dans le fonctionnement de l'OMC.

Seixas Correa a déclaré que " une bonne présidence " et des communications transparentes au sein de l'OMC rehausseraient la légitimité des décisions prises par l'Organisation aux yeux des Membres. Il a déclaré que le Paquet de juillet était certes essentiellement l'œuvre de 5 pays (Australie, Brésil, UE, Inde et Etats-Unis), mais que la communication sur le processus à travers des groupes tels que le G-20 et le G-90 avait conféré à l'Accord-cadre suffisamment de légitimité pour susciter un appui.

Nécessité de rehausser la cohérence entre institutions internationales

Les candidats se sont efforcés de répondre à la demande d'avancer des propositions concrètes pour l'amélioration de la cohérence entre les règles commerciales et des préoccupations telles que les droits humains, l'environnement, les normes du travail et la diversité culturelle, c'est-à-dire des questions allant au-delà de celles prises en compte par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Seixas Correa a " pleinement concédé " que la libéralisation des échanges " peut avoir des effets néfastes sur ces domaines ", mais a noté que le protectionnisme également pouvait avoir de tels effets. Il a souligné les liens positifs entre la libéralisation des échanges et la réduction des pressions exercées sur les ressources naturelles. Il a déclaré que la Banque mondiale et le FMI étaient des institutions cruciales pour le développement, mais que cette " autre partie de la cohérence " pouvait être renforcée en approfondissant le dialogue institutionnel avec d'autres organisations intergouvernementales.

Cuttaree a déclaré que, certes, " nous vivons dans un monde où le commerce international stimulera le processus du développement ", mais que de telles questions, bien que centrales pour la politique de développement, devraient relever de la responsabilité des gouvernements nationaux. Il a souligné le rôle des organisations de la société

civile, en particulier " d'un mouvement syndical fort ", pour garantir que les gouvernements prêtent à ces questions suffisamment d'attention. Il a déclaré qu'il serait peu judicieux de porter des questions telles que les normes du travail devant l'OMC et s'est demandé si l'OMC, tirée par les Membres est même en mesure de traiter ces questions de manière adéquate.

Lamy a noté que la cohérence avec le FMI et la Banque mondiale faisait partie du mandat de l'OMC, même si ceci " n'avait pas bien fonctionné ". Toutefois, pour d'autres types de cohérence, il n'y a simplement pas de mandat des Membres - et pour que ceci se fasse, " les pays doivent mettre la barre plus haut ". Il a déclaré qu'en tant que responsable européen du commerce, il avait préconisé des évaluations d'impact sur la viabilité pour examiner les effets potentiels de la libéralisation. Il avait également suggéré l'octroi d'un statut d'observateur à d'autres institutions internationales pour rehausser la cohérence entre les questions commerciales et les questions autres que d'ordre commercial.

Les entreprises multinationales et l'OMC

Tous les trois candidats ont rejeté l'idée que l'OMC était un front de défense des intérêts des entreprises multinationales, du FMI et de la Banque mondiale. Sur la question de savoir s'ils pensaient que l'OMC devait élaborer un accord sur les pratiques commerciales anti-concurrentielles, Lamy et Cuttaree ont renvoyé à des discussions antérieures, à l'OMC, sur la politique de la concurrence. Selon Lamy qui, en tant que commissaire européen au commerce, était en faveur de l'ouverture de négociations sur la question, bien " qu'il y ait des raisons pour un tel accord ", " la question a été posée aux Membres, et la réponse a été 'non' ". Cuttaree, qui était opposé à de telles négociations, a déclaré que les pays en développement qui avaient rejeté les discussions sur la politique de la concurrence n'avaient pas confiance dans le résultat potentiel des négociations et préféreraient plutôt que la question reste au niveau des Etats.

Préoccupations concernant la libéralisation dans l'agriculture

Les positions des candidats sur la libéralisation de l'agriculture ont également semblé refléter les points de vue qu'ils avaient antérieurement adoptés durant les négociations commerciales. Cuttaree, porte-drapeau des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, a mis l'accent sur le fait que seulement un petit nombre de pays en développement est susceptible de tirer profit de la libéralisation de l'agriculture. Selon Cuttaree, l'Afrique est un continent d'agriculteurs dont "la capacité à entrer en concurrence est inexistante", en l'absence de routes, de ports, de structures de réfrigération. Il a déclaré qu'il faudrait prendre en compte ces contraintes de l'offre, avec l'aide du FMI, de la Banque mondiale et des pays bailleurs, pour que les agriculteurs africains tirent avantage de toute amélioration de l'accès aux marchés.

Seixas Correa a noté que si certains pouvaient être lésés par la libéralisation de l'agriculture, de nombreux agriculteurs des pays en développement ont été affectés de manière négative par les importations subventionnées des pays développés et pouvaient donc tirer profit de l'élimination de telles distorsions.

Quant à Lamy, il a déclaré : " il y a pas d'accord, entre les Membres de l'OMC, sur le fait que le but de l'OMC est de libéraliser le commerce des produits agricoles " - les Membres ne sont d'accord que sur le fait qu'il y a un mandat visant à rendre le commerce des produits agricoles plus libéralisé qu'il ne l'est actuellement. Lamy a déclaré que certains agriculteurs pouvaient souhaiter des disciplines de l'OMC sur les subventions au coton, alors que d'autres, ailleurs, peuvent être moins enthousiastes. Il a également noté que " 80% " des réductions des obstacles aux importations agricoles dans les pays en développement n'étaient pas négociées à l'OMC, mais qu'elles étaient plutôt appliquées en réponse aux exigences du FMI et de la Banque mondiale, ce qu'il a qualifié de 'libéralisation unilatérale'. Selon Lamy, ces pays pourraient de fait estimer qu'en amenant ces négociations à l'OMC, ils bénéficieraient d'une certaine protection.

Pour clore la réunion, tous les candidats ont confirmé leur appui à la poursuite du dialogue avec la société civile, à la fois comme conviction personnelle et comme politique de l'OMC.

Les organisateurs de la réunion ont mis l'accent sur le fait que le but de l'audition n'était pas d'appuyer un candidat particulier, mais simplement de donner à la société civile une enceinte pour entendre ce que les candidats à la direction générale avaient à dire. Carin Smaller, d'IATP, a déclaré à la fin de la réunion, " En tant que membres de la société civile, nous sommes des parties prenantes à cette décision".

La retransmission de l'audition est disponible sur : <http://www.iatp.org/>

SUR LE FIL

Forum social mondial 2005 : Le Rendez-vous des altermondialistes se termine et confirme le choix de l'Afrique pour 2007

La cinquième édition du forum social mondial a pris fin le 31 janvier dernier après six jours d'échange. Plus de 155 000 participants et 6800 journalistes de plus de 135 pays se sont en effet retrouvés dans ville d'origine du Forum social pour aborder les thématiques chères aux mouvements sociaux et réfléchir sur des alternatives à la mondialisation néolibérale : rejet du libre-échange, humaniser la mondialisation, lutter contre la pauvreté, promouvoir la diversité et la biodiversité, arrêter la guerre en Irak et libérer la Palestine, promouvoir la femme, le commerce équitable, taxer les transaction financières internationales, protéger les ressources et les communautés indigènes etc. sont quelques uns des sujets majeurs qui ont fait l'objet de discussion au sein des 11 espaces thématiques et des quatre espaces transversaux.

Après la marche qui a consacré l'ouverture du Forum et qui selon les estimations, aurait réuni près de 200 000 personnes, c'est le message que le

Président Brésilien Lula est venu transmettre au Forum avant d'aller rejoindre les dirigeants du monde qui se réunissaient à Davos qui a été l'un des moments forts du forum.

Dans un discours qui a abordé des sujets aussi vastes qu'actuels, le Président Hugo Chavez a fustigé les accords de libre-échange, en particulier l'ALENA, et rappelé le droit des pays du Sud à conduire de façon autonome et souveraine les politiques et les réformes économiques et sociales les plus adaptées à leur niveau de développement.

Les accords de libre-échange cloués au pilori

La multiplication des accords libre-échange dans le monde, en particulier entre pays développés et en développement, a été vivement critiquée tout au long du forum dans divers espaces et par une grande diversité d'organisations du Nord comme du Sud. Plusieurs réseaux d'ONG, de syndicalistes, d'universitaires, d'agriculteurs ou de parlementaires ont en effet dénoncé la création des zones de libre-échange qui remettent en questions les acquis commerciaux des pays en développement et les place face à une concurrence directe des puissances commerciales telles que les Etats-Unis et l'Union européenne. Il en est ainsi du Réseau Africa Trade Network (ATN) qui réunit les principales organisations et mouvements de la société civile africains actifs dans le domaine du commerce et des négociations commerciales. Le réseau a organisé plusieurs panels sur les Accords de partenariat économique avec pour entre autres objectifs d'expliquer les raisons de la " Campagne arrêtez les APE " qu'elle a lancé lors du Forum social africain de Lusaka en décembre dernier, et qu'elle conduit depuis en partenariat, au niveau international, avec des organisations comme Oxfam, Actionaid, Enda Tiers Monde, TWN etc.

Le manifeste de Porto Alegre

Dix-neuf intellectuels de cinq continents ont rendu public samedi 29 janvier un texte intitulé "manifeste de Porto Alegre: douze propositions pour un autre monde possible". Les signataires: Aminata Traoré, Ricardo Petrella, Ignacio Ramonet, Frei Betto, Roberto Savio, Eduardo

Galeano, Adolfo Perez Esquivel, Emir Sader, François Houtart, José Saramago, Bernard Cassen, Samir Amin, Walden Bello etc.

Parmi leurs propositions: l'annulation de la dette des pays du Sud; l'application de taxes internationales sur les transactions financières, le démantèlement de toutes les formes de paradis fiscaux ou le rejet des règles libre-échangistes fixées par l'Organisation mondiale du commerce.

Le document défend le droit à la souveraineté alimentaire. Il s'oppose à tout brevet sur la connaissance et le vivant ainsi qu'à toutes les formes de discrimination et appelle à prendre des mesures urgentes pour mettre fin à la destruction de l'environnement. Il exige également le démantèlement des bases militaires étrangères, le droit à l'information et à informer les citoyens - contre la concentration monopolistique des médias - et appelle à une profonde réforme des organisations internationales, dont l'ONU. Une seule femme (la Malienne Aminata Traoré) a signé le document, le "non" à la guerre n'y est pas explicité clairement. De plus, des signatures essentielles - par exemple, les personnalités brésiliennes qui ont fondé le Forum social mondial - n'y figurent pas. "Cela n'indique pas des dissidences ou des différences... Ce document ne parle pas au nom du FSM, il présente seulement l'opinion personnelle de quelques-uns d'entre nous", a déclaré Ignacio Ramonet du monde diplomatique.

FSM 2007 : l'Afrique en ligne de mire

C'est désormais officiel, un pays d'Afrique accueillera le forum social mondial en 2007. Une décision qui semble suscité un grand enthousiasme parmi les participants à ce FSM. " De toutes les décisions prises à Porto Alègre, la confirmation du choix de l'Afrique pour abriter le FSM en 2007 est la plus importante " explique Antonio Martins du Forum social du Brésil. Il y aurait donc selon lui un sens politique à donner à cette décision. Une position que partage du reste Bouba Diop, Président du consortium des ONG du Sénégal et membre du Conseil du Forum social africain, qui estime que l'Afrique doit être en 2007 le tombeau

du capitalisme. Selon lui, l'Afrique qui a plus qu'ailleurs subi les méfaits du système d'exploitation capitaliste doit en être le point final.

D'ores et déjà, des voix se lèvent pour dire que le FSM de 2007 doit consacrer un nouveau souffle du Forum social mondial par une l'expérimentation de la solidarité et du partage non pas seulement dans les discours et les intentions, mais bien dans les actes concrets. Pour Bernard Pinaud du Crid (France), " en 2007, nous voulons un FSM à l'image des peuples africains. Nous voulons vivre ensemble leurs difficultés. Un voulons rencontrer un peuple africain festif. Nous voulons pas dormir dans les grands hôtels comme le Sheraton. Nous voulons dormir là où le peuple africain est. Nous voulons rencontrer les mouvements paysans... "

Mais d'ici là, l'agenda africain devra encore relever quelques défis majeurs en terme d'organisation et de mobilisation : organiser deux éditions du Forum social africain (2005 et 2006) et accueillir l'un des Fora sociaux mondiaux thématiques qui en 2006 seront organisés simultanément dans plusieurs pays. Sur le continent africain, le Maroc s'est déjà porté candidat pour recevoir l'un d'eux.

Sources : Notes Enda, Flamme d'Afrique

Les Membres et la société civile réagissent aux propositions de réforme de l'OMC

De nombreux gouvernements Membres de l'OMC ne seraient pas opposés à des discussions informelles sur les recommandations du rapport ayant trait à la réforme de l'OMC, diffusé la semaine dernière par le 'Conseil consultatif' du directeur général de l'Institution, Supachai Panitchpakdi, tant que celles-ci ne sont pas au détriment des travaux pour les négociations du Cycle de Doha (Voir Passerelles Vol. 1 N° 1 du 20 Janvier 2005

<http://www.ictsd.org/africodev/edition/synthese/05-01-20/lignedefond.htm>).

Lors d'une réunion informelle des chefs de délégation, le 25 janvier dernier, les Membres ont réservé au rapport un accueil généralement positif, en dépit de désaccords sur les critiques sévères, dans le rapport, contre les préférences commerciales et les accords commerciaux préférentiels. Les organisations de la société civile, pour leur part, ont été plus critiques sur certaines des recommandations du panel.

Peter Sutherland, président du Conseil consultatif et ancien directeur de l'OMC a ouvert la réunion par une présentation du rapport 'Avenir de l'OMC'. Bien que de nombreux Membres soient toujours en train de débattre du rapport avec leurs capitales respectives, plusieurs délégations ont saisi cette opportunité pour faire des déclarations sur le rapport et pour interroger les cinq membres du Conseil présents sur son contenu. Les Membres ont reconnu que plusieurs des recommandations, telles que l'ouverture des audiences du règlement des différends au public étaient sources de dissension ; ils ont mis l'accent sur la nécessité de procéder avec prudence, en particulier dans la période menant à la Conférence ministérielle de HongKong en décembre.

Selon les Membres, leurs accords commerciaux régionaux appuient l'OMC, mais ne le compromettent pas

Plusieurs Membres se sont fait l'écho de la préoccupation primordiale du rapport selon lequel un enchevêtrement d'engagements qui se recourent découlant des accords commerciaux régionaux compromettaient le principe fondamental de l'OMC qui est la non discrimination. Ces membres comprenaient des pays qui recherchent activement de tels accords. L'ambassadeur chilien, Alejandro Jara, a déclaré que nombre des accords commerciaux préférentiels contractés par son pays entraient dans le cadre d'une approche constructive du système commercial multilatéral. Il a déclaré que le Chili cherchait à mettre en place la Zone de libre-échange des Amériques parce qu'il ne pouvait simplement pas attendre que le système multilatéral convienne de la libéralisation ; les Etats-Unis ont également vanté les mérites de leurs nombreux accords bilatéraux de libre-échange qui

encouragent plutôt qu'ils n'entravent la cause de la libéralisation multilatérale des échanges. Les Etats-Unis n'ont pas pris en compte la critique formulée dans le rapport contre les accords commerciaux régionaux pour des 'objectifs autres que commerciaux', notamment les protections fortes du travail, de l'environnement et de la propriété intellectuelle - tous trois ayant caractérisé les récents accords de libre-échange américains.

Jagdish Bhagwati, membre du Conseil consultatif et économiste à Columbia University, a déclaré que l'on surestimait peut-être les avantages à tirer de ces accords commerciaux régionaux. Il a noté que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) n'avait pas apporté au Mexique les gains de revenu escomptés, et a suggéré que ceci montrait peut-être que même l'ALENA - présenté dans le rapport comme un accord commercial préférentiel qui avait stimulé le développement du système multilatéral - pourrait détourner les échanges au lieu d'en générer. Il a également mis en évidence le fait que les discussions sur l'accord de libre-échange Chili/Etats-Unis avaient duré plus longtemps que le Cycle d'Uruguay.

L'Australie a déclaré souhaiter voir plus de clarté, dans le droit de l'OMC, sur ce qui était acceptable dans les accords de libre-échange bilatéraux et régionaux.

Les pays ACP en désaccord avec les conclusions du Conseil sur les préférences

Le Kenya et la Jamaïque ont contesté l'analyse du Conseil consultatif selon laquelle les préférences commerciales unilatérales étaient peu souhaitables. Les deux délégations ont déclaré qu'elles avaient trouvé les préférences utiles dans le passé et qu'elles continueraient à chercher à en bénéficier dans l'avenir. Bhagwati a riposté en déclarant que les pays qui recherchaient un tel accès aux marchés devraient " regarder les préférences au fond des yeux " - ils verraient peut-être que les préférences aident les pays donateurs davantage que les bénéficiaires. Sutherland a apporté des clarifications sur le fait que le Conseil consultatif n'avait pas proposé de se débarrasser des régimes de préférences ; il avait simplement suggéré que

les pays riches réduisent leurs droits de douane à zéro afin de rétablir le principe de non discrimination.

La Thaïlande, notamment, a adopté la position contraire dans le débat essentiellement Sud-Sud sur les préférences commerciales unilatérales, en soutenant que les préférences qui établissent une distinction entre des pays ayant le même niveau de développement ne sont pas réellement utiles.

Certaines sources dans les pays en développement ont exprimé leur désaccord sur l'inclusion du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans la section Préférences commerciales du Rapport. Ces pays ont soutenu que le renforcement du traitement spécial et différencié était nécessaire, et ne saperait pas les principes de l'OMC. Dans sa déclaration à la réunion, le Pérou a qualifié de " très sensible " la conclusion du rapport selon laquelle les Membres auront à envisager un traitement spécial et différencié gradué pour différents pays en développement et a ajouté que les Membres auront à traiter cette question avec une " prudence extrême ".

Les Membres réfléchissent à des propositions de réformes pour les processus de prise de décision

Concernant les recommandations du Rapport portant sur l'amélioration de l'efficacité de la prise de décision à l'OMC, les Membres ont mis l'accent sur la nécessité de préserver le principe de la prise de décision par consensus. Sutherland a approuvé, mais a déclaré qu'il fallait faire en sorte que le consensus soit plus fécond. Les délégations ont déclaré qu'il fallait faire preuve de prudence concernant la suggestion faite dans le rapport selon laquelle les Membres devaient réexaminer le recours aux accords plurilatéraux.

La plupart des membres ont été d'accord pour refléter la proposition du Rapport concernant la tenue des Conférences ministérielles annuellement. Selon la Chine, le sommet regroupant les dirigeants du monde tous les 5 ans proposé par le Conseil consultatif, ne ferait qu'attirer des manifestants. Certains ont suggéré qu'un

engagement ponctuel au niveau ministériel, comme durant les négociations de juillet 2004 qui ont relancé les discussions du Cycle de Doha, pourrait être plus efficace que des réunions annuelles. Quelques Membres ont estimé qu'une participation ministérielle accrue dans les processus basés à Genève, une autre recommandation du rapport, ferait plus de mal que de bien.

La proposition du Conseil consultatif selon laquelle les Membres établiraient un organe consultatif de 30 membres pour fournir une orientation politique aux négociateurs a suscité des controverses. Le Rapport avait envisagé des sièges permanents pour les responsables de haut rang des grandes nations commerçantes et la rotation des sièges pour ceux des autres pays Membres. Lors de la réunion, les Membres ont posé plusieurs questions sur le point de savoir comment un tel conseil serait constitué.

L'Argentine et le Brésil étaient mal à l'aise à propos de l'insistance du Conseil consultatif pour que les directeurs généraux de l'OMC soient choisis sans tenir compte de la distribution géographique, car l'alternance entre pays développés et pays en développement avait bien fonctionné dans d'autres institutions. Selon Sutherland, l'aptitude devait être le critère le plus important pour occuper cette position - si l'aptitude requise est présente partout dans le monde, tant mieux, mais la chose la plus importante est que le directeur général soit le 'gardien des traités [de l'OMC]'.

Quelle direction prendre à partir d'ici ?

Un grand nombre de délégations ont été d'accord avec la suggestion faite par l'Australie concernant une 'retraite' informelle des chefs de délégation au cours de laquelle les délégués pourraient discuter du rapport avec les membres du Conseil consultatif. Certains ont déclaré que les questions institutionnelles pourraient être débattues de manière effective en même temps que les discussions du Cycle d'Uruguay, alors que d'autres se disaient ouverts à l'idée d'une 'retraite' unique, mais qu'il serait préférable de laisser à plus tard l'examen des questions institutionnelles. Supachai

a déclaré qu'il examinerait le point de savoir s'il y avait suffisamment d'accords entre les Membres pour organiser une telle retraite, et quand et comment l'organiser.

La société civile sceptique sur nombre des recommandations du rapport

Selon Martin Khor de l'ONG internationale Third World Network (TWN), le Rapport avait raison d'attaquer les accords de libre-échange, un sentiment dont Oxfam International s'est fait l'écho. Khor a toutefois soutenu que le rapport avait tort de ne pas établir une différenciation entre les accords de libre-échange Nord-Sud, souvent défavorables pour le pays pauvre partenaire, et des initiatives telles que l'Association of Southeast Asian Nations, qui favorise le commerce Sud-Sud. Il a également déclaré que les préférences commerciales unilatérales et le principe du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement ne devaient pas être " considérés en bloc " avec les accords de libre-échange.

IATP (Institut for Agriculture et Trade Policy) basé à Minneapolis, aux Etats-Unis, a favorablement accueilli l'initiative de la réforme, en soulignant que les Membres de l'OMC et la société civile appelaient depuis longtemps à des changements dans le fonctionnement de l'OMC. IATP a tout particulièrement salué l'appel fait aux Membres, dans le Rapport, pour qu'ils fournissent une assistance adéquate aux PMA. IATP a toutefois critiqué le Rapport pour " n'avoir pas examiné de manière adéquate les limites de la libéralisation des échanges. " En outre, selon l'institut, le fait que le Rapport soit séparé des négociations en cours signifiait qu'il semblait " peu probable " que son contenu " n'apparaisse jamais dans l'agenda de négociation de l'OMC ".

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

Lundi 14 février 2005

10 h 00 - Comité des négociations commerciales

Mardi 15 février 2005

10 h 00 - Conseil général (jusqu'à mercredi)

Mercredi 16 février 2005

15 h 00 - Sous-Comité du coton

Jeudi 17 février 2005

10 h 00 - Organe de règlement des différends

10 h 00 - Comité des accords commerciaux régionaux (jusqu'à vendredi)

15 h 30 - Fédération de Russie: négociations relatives à l'accession (Groupe de travail de l'accession)

Vendredi 18 février 2005

10 h 00 - Conseil du commerce des services

10 h 00 - Comité des accords commerciaux régionaux (suite de jeudi)

EVÉNEMENTS AILLEURS

9-13 février Londres, Angleterre : le tourisme au 21ème siècle : les risques environnementaux, sociaux et commerciaux. Pour plus d'informations, contacter Dino Ribeiro, e-mail : Dribeiro@chathamhouse.org.uk ou le site : www.chathamhouse.org.uk

17-18 février Bruxelles, Belgique : Conférence internationale sur l'espace.

Pour plus d'informations consulter le site web : www.europa.eu.int

19-20 février Nairobi, Kenya, 6ème forum mondial de la société civile.

Voir : www.unep.org pour plus d'infos.

21-25 février Nairobi, Kenya : 23ème session du conseil gouvernemental du PNUE/forum mondial des ministres de l'environnement.

Pour plus de détails, voir : www.mirror.unep.org

22-24 février Steyning, Grande Bretagne : les réformes économiques de la communauté européenne et la compétitivité internationale : la stratégie de Lisbonne et au-delà.

Consulter, pour plus d'informations, le site suivant : www.wiltonpark.org.uk

22-25 février Genève, Suisse : Neuvième session de la commission de la CNUCED sur l'entreprise, la facilitation des échanges et du développement.

Pour plus d'informations voir : www.unctad.org

PUBLICATIONS

En français

CEA (communauté économique pour l'Afrique) : les transports et l'intégration régionale africaine. Ce livre étudie les liens entre le développement économique et l'infrastructure du transport intégrée et performante. Editions françaises Maisonneuve et Larose, 2004, voir: www.uneca.org

De Jacques Duboin, François Duphil, J Paveau et autres : Commerce international, troisième édition, septembre 2004.
Voir : www.eyrolles.com

Centre du commerce international (CCI) : Forum exécutif 2001: votre réseau d'appui au commerce fonctionne-t-il ? 99 pages, Pour plus d'informations voir : www.forumducommerce.com

OMC : Rapport du conseil consultatif : l'avenir de l'OMC : relever les défis institutionnels du nouveau millénaire, 2004, 106 pages. Ce rapport est rédigé par d'éminentes personnalités
http://www.wto.org/french/thewto_f/10anniv_f/future_wto_f.pdf

OMC : Rapport annuel de l'OMC 2004 : rapport traitant des questions institutionnelles, y compris des descriptions de ses principales activités et des renseignements sur son budget et son personnel. Pour plus d'informations consulter le site de l'OMC: www.wto.org

OMC : Rapport sur le commerce mondial 2004
Il traite des tendances et des politiques commerciales. Voir: www.wto.org

En anglais

A MODEL INTERNATIONAL INVESTMENT AGREEMENT FOR THE PROMOTION OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT. By Konrad von Moltke, International Institute for Sustainable Development, November 2004. The current model for international investment agreements (including

many failed attempts, such as the OECD's MAI) is too narrowly focused on investor rights. This paper asks what an investment agreement would look like if its goal from the outset were to achieve sustainable development. The result is a novel mix of rights and obligations for investors, host states and home states. Available online at <http://www.iisd.org/publications/publication.asp?no=660>

IMPLICATIONS OF THE COTONOU AGREEMENT FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN THE ACP COUNTRIES AND BEYOND. By Konrad von Moltke, International Institute for Sustainable Development, November 2004. This paper assesses the Cotonou Partnership Agreement (CPA) -- an agreement between the EU and a group of African, Caribbean and Pacific (ACP) countries, most of them former colonies. The CPA relies heavily on the benefits of trade liberalisation, complemented by EU aid in various forms. How likely is it that this grand experiment will promote sustainable development, and what else needs to be done to ensure that it does? Available online at <http://www.iisd.org/publications/publication.asp?no=659>

CHALLENGES AND PROSPECTS FOR THE WTO. Edited by Andrew D. Mitchell. Cameron May, 2004. This book from international law publishers Cameron May includes contributions from academics, lawyers, and diplomats based on papers delivered at the Sixth and Seventh Conferences of the World Trade Law Association (WTLA) in London, as well as specially commissioned chapters. The chapters of this book follow four broad themes: (1) the state of play in WTO negotiations and disputes; (2) defining the boundaries of the WTO; (3) the scope of WTO dispute settlement; and (4) the interface between regional trade agreements and the WTO. For further information, contact Cameron May Ltd. International Law Publishers, 17 Queen Anne's Gate, London SW1H 9BU, England; tel: +44-(0)20-7799-3636; fax: +44-(0)20-7222-8517; email: info@cameronmay.com; Internet: <http://www.jus.uio.no/lm/cameronmay/cm>

**THE DOHA DEVELOPMENT AGENDA -
IMPACTS ON TRADE AND POVERTY.**

Overseas Development Institute (ODI), October 2004. The Doha Round of the World Trade Organization was named the Development Agenda, but there are clear divergences of interests among developing countries. The slow progress of the negotiations, the breakdown at Cancun, and the uneasy compromise reached in July 2004 confirmed that we must look at different parts of the agenda and different groups of countries in order to determine who benefits. Even where trade reforms unambiguously improve total world welfare, the distribution among countries may leave some losers, and even in countries that gain, some may lose. This series of papers summarises the ODI's assessments of the principal issues of the WTO round, how the outcome might affect poverty, the progress of the negotiations, and the impact on four different countries. Available online at:

<http://www.odi.org.uk/publications/briefing/doha/index.html>

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD [http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE](http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE)

DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe